

GEORGE W. BUSH À LA CONQUÊTE DE L'EST

La tentation moldave



Tout est prêt à Chisinau pour une « révolution orange », le 7 mars prochain à l'occasion des élections législatives. Mais on ne voit pas très bien en quoi les démocrates chrétiens de Youri Rosca pourraient représenter une rupture avec l'actuel gouvernement communiste de Vladimir Vorovine. Celui-ci est en effet acquis depuis longtemps au libéralisme et aux intérêts états-uniens. D'autant qu'au sommet de Bratislava, Vladimir Poutine devrait signifier à George W. Bush qu'il ne faut pas abuser des symboles et qu'il tient dans sa main la carte de la Transnistrie.

page 2

De Bruxelles à Bratislava

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

À la veille du sommet de Bratislava, les faucons états-uniens se mobilisent à nouveau contre Vladimir Poutine dans une lettre ouverte au président George W. Bush. Yuri Ushakov, l'ambassadeur russe à Washington, dénonce cette vision des choses et joue l'apaisement, alors que Sergueï Ivanov annonce son plan pour une armée d'un million d'hommes, largement professionnelle.

page 6

REPÈRE : 17 FÉVRIER 1495

Christophe Colomb, premier esclavagiste américain

Miguel de Cueno, compagnon de voyage de Christophe Colomb lors de la deuxième expédition, raconte ainsi leur départ de l'île d'Hispaniola : « *La veille de notre retour en Espagne, déçus de ne pas avoir trouvé d'or, nous avons encerclés les quatre villages près de notre mouillage et capturés 1 600 sauvages, hommes, femmes et grand enfants et les avons embarqués sur nos vaisseaux pour les vendre comme esclaves en Espagne. N'ayant pas assez de place dans nos caravelles, nous avons fait savoir aux soldats du fortin qu'ils pouvaient prendre autant d'esclaves qu'ils le voulaient parmi les Indiens restants. La petite engeance (NDLR : les bébés) des femmes, abandonnée sur place, faisant un raffut horrible, nous leurs avons brisé le crâne, les autres enfants ont été dévorés par les bêtes. (...) En paiement d'une dette de jeu, Colomb lui-même m'offrit une magnifique esclave Caribe, âgée de 11 ans. Quand je voulus exercer mon droit sur elle, elle cria et me résista, je dus la corriger avec mon fouet et la forcer (NDLR : la violer).* ■



LE PENTAGONE TENTE DE RÉCOLTER LES FRUITS DE L'OPÉRATION « ÉLECTIONS EN IRAK »

C'est le magazine *Time* qui a rapporté le premier, en début de semaine, des pourparlers entre un « homme d'âge moyen, ancien membre du régime de Saddam Hussein et représentant de ce qu'il nomme l'insurrection nationaliste » et des militaires états-uniens, dans un bâtiment hautement gardé de la « zone verte » à Bagdad. Selon le magazine, l'armée U.S. a compris qu'elle ne vaincrait pas l'« insurrection sunnite » uniquement par la force, et par ailleurs certains groupes de résistants voudraient émerger comme force politique pour défendre leurs intérêts. Un porte-parole du Pentagone a tout de même précisé hier que de telles négociations étaient désormais l'affaire du gouvernement de transition et de l'ambassade états-unienne, plutôt que de l'armée U.S..

Outre le fait que l'échec admis des forces d'occupation à contrôler le pays signifie leur défaite militaire, on peut constater que le Pentagone tente d'utiliser le peu de crédibilité des élections pour rallier certains membres de la Résistance qui sont découragés et craignent de tout perdre dans une lutte qui s'annonce longue. Mais il est trop tard pour rallier ceux qui ont déjà tout perdu. ■

George W. Bush à la conquête de l'Est

La tentation moldave

Tout est prêt à Chisinau pour une « révolution orange », le 7 mars prochain à l'occasion des élections législatives. Mais on ne voit pas très bien en quoi les démocrates chrétiens de Youri Rosca pourraient représenter une rupture avec l'actuel gouvernement communiste de Vladimir Vorovine. Celui-ci est en effet acquis depuis longtemps au libéralisme et aux intérêts états-unis. D'autant qu'au sommet de Bratislava, Vladimir Poutine devrait signifier à George W. Bush qu'il ne faut pas abuser des symboles et qu'il tient dans sa main la carte de la Transnistrie.



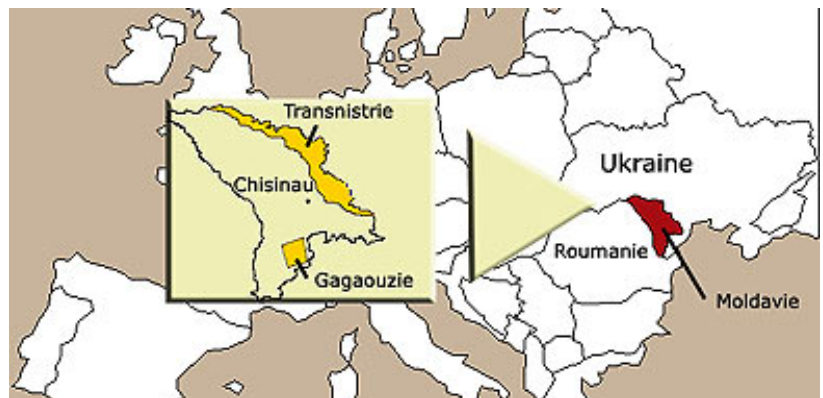
Au centre, Iurie Rosca, dirigeant du Parti populaire chrétien-démocrate moldave

Les Moldaves sont appelés aux urnes, le 6 mars 2005, pour élire leur nouveau Parlement. Quelque soit le résultat du scrutin, il ne modifiera pas l'ancrage occidental du pays. En effet, les trois principaux partis en lice sont favorables à l'intégration dans l'Union européenne. Pourtant, les États-Unis peuvent être tentés d'influer sur le cours des événements pour éliminer les personnalités issues de l'ancien système soviétique, avec lesquelles ils ont jusqu'à présent collaboré. Après la « révolution » orange en Ukraine et la victoire des libéraux en Roumanie, c'est toute la zone qui afficherait alors son adhésion au système occidental.

Depuis un mois, les dirigeants du Parti populaire chrétien-démocrate (ex-Front

populaire) ont adopté la couleur orange pour leurs campagnes publicitaires. Sur leurs tracts, leur président, Iurie Rosca, pose en compagnie du nouveau président ukrainien, Viktor Youschenko, au point que l'on a pu parler « *d'épidémie orange* ». Selon un scénario parfaitement huilé, les démocrates-chrétiens ont déjà annoncé que le scrutin serait truqué par le pouvoir et qu'ils ne reconnaîtraient pas le résultat.

Mais pourquoi lancer une telle opération, alors que le Parti communiste au pouvoir a retourné sa veste depuis longtemps et que le président Vladimir Voronine n'a d'yeux que pour Washington ? C'est que le département d'État voudrait hâter le processus d'intégration à l'Union européenne, malgré l'épineuse question de la Transnistrie, au risque de provoquer une sécession des russophones.



La Moldavie est un petit État d'environ 4,5 millions d'habitants. Sans ressources énergétiques ou minières, il ne peut compter que sur son agriculture et offre à ses habitants le plus bas niveau de vie en Europe. Historiquement, partie de la Roumanie, la Moldavie a été rattachée à l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale. On y parle le roumain, sauf dans une longue bande à l'est du fleuve Dniestr (la Transnistrie) et dans une petite poche au sud (la Gagaouzie), où l'on parle le russe et l'ukrainien.

En 1989, alors que Mikhaïl Gorbatchev venait d'être élu chef de l'État, et qu'il commençait à remettre en cause le fonctionnement hérité du stalinisme, 400 000 Moldaves descendirent dans les rues de la capitale (alors dénommée Kichinev, aujourd'hui Chisinau) pour réclamer leur rattachement à la Roumanie. Trop heureux de l'aubaine, le président roumain, Nicolae Ceausescu, dénonça les accords de 1940, se déclarant prêt à la réunification. Il fut immédiatement renversé par une « révolution » savamment mise en scène par les services russes et états-unisens coalisés et dont le « *charnier de Timisoara* » reste le symbole. Ce n'est en définitive qu'en juin 1990 que la Moldavie proclama unilatéralement son indépendance, contre l'avis des Gagaouzes et des 700 000 Transnistriens. Ne l'entendant pas de cette oreille, Mikhaïl Gorbatchev lança un ultimatum aux autorités locales et menaçait d'utiliser la manière forte. Après divers rebondissements, l'URSS ayant commencé son processus de désintégration, Moscou accepta l'indépendance de la Moldavie, sous réserve d'intégration dans la Communauté des États indépendants (CEI). Conscients que le rattachement à la Roumanie ne leur apporterait pas grand-chose et risquait de provoquer la désintégration de leur propre pays, les Moldaves renoncèrent à ce projet lors d'un référendum.

Cependant, si depuis la question de la Gagaouzie a été réglée par un statut d'autonomie, celle de la Transnistrie a dégénéré. La Russie est intervenue, en 1992, pour protéger les populations russophones, déployant la 14^e armée. Mais celle-ci, commandée par le général Alexandre Lebed, menait sa propre politique sans toujours en référer au Kremlin. Si le nombre de soldats russes présents sur place a diminué, de 10 000 à environ 2 500 aujourd'hui, ils n'en sont pas moins toujours là au nom d'un accord bilatéral. Sous leur protection, la Transnistrie s'est auto-proclamée indépendante et s'est parfaitement organisée. Jusqu'ici, la Russie, qui entretenait des liens privilégiés avec l'Ukraine, n'avait aucun intérêt stratégique dans cette affaire. Il s'agissait plutôt d'un attachement sentimental qui s'était avéré être un excellent signal à destination des Anglo-Saxons toujours empressés à soutenir des mouvements séparatistes en Russie.

En novembre-décembre 2004, les Anglo-Saxons ont pris le contrôle de l'Ukraine à la faveur de la « révolution » orange. Les troupes russes de Transnistrie se trouvent donc coupées de leurs bases. Pensant que le moment était venu de s'en débarrasser pour se jeter dans les bras de l'OTAN, Andrei Satran, le ministre moldave des Affaires étrangères, s'est plaint à l'OSCE qu'elles « occupent illégalement le territoire moldave » ; des propos immédiatement qualifiés d'« absurdes, irresponsables et inamicaux » par le Kremlin, brandissant l'accord bilatéral et rappelant accessoirement qu'il approvisionne à bas prix la Moldavie en énergie.

Tout se passe comme si la Maison-Blanche cherchait à pousser son avantage en pensant que la Russie, incapable de réagir à Kiev, le serait aussi à Tiraspol. Certainement le président Vladimir V. Poutine, qui rencontrera demain son homologue, George W. Bush, à Bratislava, ne manquera pas de formuler les limites à ne pas dépasser. Poussée dans ses retranchements, Moscou pourrait décider de soutenir les russophones ukrainiens, qui ont massivement voté contre Viktor Youshchenko, et de les encourager à se rapprocher des Transnistriens pour réclamer ensemble leur rattachement à la Russie.

Washington est donc invité à y réfléchir à deux fois avant de donner le signal de sa « révolution » orange à Chisinau. En 2001, le Parti communiste avait emporté haut la main les élections législatives et Vladimir Voronine était devenu le premier président communiste démocratiquement élu. À la différence des partis frères d'Europe centrale et orientale, le PC moldave n'a pas jugé utile de changer de nom pour se refaire une virginité. Mais il n'a pas hésité à virer de bord. Abandonnant sa politique sociale, il est devenu pro-états-unien au point de soutenir l'invasion de l'Irak et de défier la Russie dans les instances internationales. Tous les sondages le créditent, cette fois encore, d'une victoire éclatante.

D'autant que l'opposition est à la fois hétéroclite et peu crédible. Le parti vers lequel se tournent beaucoup de regards et d'espoirs est la coalition « Moldavie Démocratique », créée cet été et qui regroupe plusieurs partis qui vont du centre-gauche (poteur de la couleur citron) à la droite classique. On y retrouve notamment le Parti social libéral, le Parti Démocratique, l'Alliance Braghis (du nom de son dirigeant principal). Cette coalition, dirigée par Serafim Urechean, le maire de la capitale moldave, est très présente dans les grandes villes et surtout à Chisinau. Elle est beaucoup moins connue dans les campagnes, qui



Le même Iurie Rosca, lorsqu'il était au centre gauche

sont acquises aux communistes très présents et disposant d'un réseau bien organisé.

L'autre parti relativement important de l'opposition est le Parti Populaire Chrétien Démocrate (PPCD), très marqué à droite, entré au Parlement il y a quatre ans mais dont les 11 députés n'ont pas fait le poids contre les 71 députés communistes et le 19 d'une alliance de centre gauche. En dépit de son programme électoral pas très clair et de ses chances de victoire plus que réduites, son chef de file,

Iurie Rosca, a déjà réservé la place centrale de

la capitale pour deux semaines à partir du 7 mars, dans l'espoir de refaire le coup de Kiev. Il est d'ores et déjà entouré des équipes habituelles de la NED, de la Freedom House et le Fondation Soros, mais rencontre quelques difficultés à expliquer en quoi il pourrait marquer une rupture politique fondamentale avec l'actuel gouvernement.

Si les élections en Ukraine ont divisé le pays géographiquement entre l'Ouest et l'Est, celles de Moldavie ont tendance à diviser le pays entre villes et campagne. La situation économique difficile a poussé près d'un million de Moldaves à quitter le pays depuis une dizaine d'années. Ce sont surtout les zones rurales qui se sont vidées de leur force de travail, tandis que les retraités, qui restent, sont satisfaits de la politique du Parti communiste qui maintient le niveau de leurs pensions. Dans les villes, notamment dans la capitale, où se concentrent les quelques poches de richesse, la politique du gouvernement est observée à la loupe et d'un œil critique par la presse, les organisations non gouvernementales et les instances internationales.

La semaine dernière, le nouveau président roumain Traian Basescu a accompli sa première visite d'État en Moldavie. Il a assuré que son pays « *se ferait l'avocat* » de la Moldavie et plaiderait en faveur de son intégration à l'Union européenne ; mais Bruxelles ne veut pas en entendre parler tant que les Moldaves n'auront pas trouvé de solution à la question de la Transnistrie.

De Bruxelles à Bratislava

Analyse

L'ONU va bientôt nommer un gouvernement au Kosovo. Dans le même temps, l'ex-Premier ministre kosovar Bajram Rexhepi a rendu public un projet de constitution avec le Public International Law & Policy Group, un think tank dirigé par d'anciens fonctionnaires du département d'État états-unien et partenaire de l'International Crisis Group. C'est dans ce contexte que l'ancien secrétaire à la Défense et actuel patron du Carlyle Groupe, Franck Carlucci se prononce en faveur de l'indépendance du Kosovo dans le *New York Times*. Sous sa plume, on retrouve des termes très proches de ceux énoncés par Wesley Clark, ancien commandeur suprême des forces de l'OTAN au Kosovo et administrateur de l'International Crisis Group. Comme lui, il aboutit à la conclusion que la Russie ne sera pas facile à convaincre, qu'il faudra donc se passer de son soutien et, par conséquent, mettre à nouveau l'ONU sur la touche, au profit de l'OTAN.

Cette tribune est publiée au moment où George W. Bush a rencontré les responsables de l'Alliance atlantique au cours de sa tournée européenne. Jaap de Hoop Scheffer confie une tribune sur ce sujet à *Project Syndicate*, et, comme souvent, le *Taipei Times* la publie avec une longueur d'avance sur les journaux européens auxquels elle est destinée. Le secrétaire général de l'Alliance atlantique appelle les pays membres de l'OTAN, dans un texte lénifiant sur leurs valeurs communes, à soutenir les objectifs de la politique de Washington en Afghanistan, en Irak et en Ukraine tout en développant les liens unissant Union européenne et OTAN.

Après les chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN, George W. Bush devait rencontrer Gerhard Schröder puis Vladimir Poutine. Ces deux rencontres consécutives poussent les ambassadeurs allemand et russe à s'exprimer dans la presse états-unienne, et plus spécifiquement dans celle de Washington, sur les positions de leur gouvernement.

Wolfgang Ischinger, ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis, précise dans le *Washington Times* la position de Berlin sur le dossier iranien et sur l'OTAN. Tout en conservant un langage diplomatique exigeant d'affirmer en préambule que les deux pays sont d'accord sur l'essentiel, l'ambassadeur démontre le contraire et demande à Washington de rallier la position française, britannique et allemande et de participer aux négociations avec l'Iran. Il suggère que cet engagement états-unien dans la négociation prenne place dans le cadre d'institutions transatlantiques rénovées, tel que l'a demandé Gerhard Schröder. Yuri Ushakov, son homologue russe, a une tâche beaucoup plus difficile avant la rencontre de George W. Bush et de Vladimir Poutine à Bratislava car son pays est continuellement présenté comme en voie de re-soviétisation dans la presse « occidentale ». Dans le *Washington Post*, il s'attache à rappeler les convergences des deux administrations et dénonce ceux qui, aux États-Unis, veulent relancer la Guerre froide en utilisant le prétexte du supposé autoritarisme du Kremlin.

Cette tribune fait suite à un lettre ouverte lancée par un collectif de faucons rassemblés autour de la Fondation pour la Défense de la Démocratie et Freedom House, organisations de James Woolsey, déjà inspiratrices de **l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine**. On compte d'ailleurs de nombreux signataires de ce premier appel parmi les signataires du second. Dans cette nouvelle lettre, ils appellent le président Bush à poser des exigences concernant la politique intérieure et étrangère russes. Ils lui demandent également de faire pression sur Vladimir Poutine pour que ce dernier adopte toute une série de mesures qui faciliteraient les actions de la NED/CIA à l'avenir, tel que la fin des restrictions concernant le financement des ONG en Russie depuis des pays étrangers ou l'abandon de la Biélorussie.

Toutefois, ce texte vise sans doute moins à convaincre George W. Bush que l'opinion états-unienne du danger que représenterait la Russie.

Dans *Izvestia*, le président de l'université américaine de Moscou, Edouard Lozansky, dénonce l'action de ces lobbies anti-russes aux États-Unis et y voit la main de Berezovski et de Yukos. Affirmant que Bush ne se laissera pas influencer par les lobbies anti-russes, il appelle au contraire les États-Unis et la Russie à collaborer, une collaboration dont la Syrie et l'Iran feraient les frais.

Dans le cadre de cette polémique, *Komsomolskaïa Pravda* publie les interviews croisées de l'ancien directeur de la CIA James Woolsey, encore lui, et de l'ancien directeur du KGB et ancien putschiste contre Gorbatchev, Vladimir Krioutchkov.

Après avoir mené campagne pour convaincre les États-Unis et l'Europe de la dangerosité de Vladimir Poutine, qu'il se plaît à comparer à Mussolini, James Woolsey retourne le procédé et affirme aux Russes qu'aujourd'hui, c'est l'opinion états-unienne qui demande à George W. Bush de se montrer moins proche de Poutine. Il met en garde les lecteurs contre leur président et assure qu'il met en place une dictature rampante. Notons que ces propos contre le Kremlin sont tenus dans une presse russe qui est censée être muselée si on en croit les propres affirmations de M. Woolsey dans la presse occidentale. Côté russe, Vladimir Krioutchkov estime qu'une nouvelle Guerre froide est en préparation car les intérêts nationaux de la Russie et des États-Unis sont contradictoires dans le Caucase et dans le monde arabe. Aussi, même s'il pense que le sommet de Bratislava sera cordial, il ne s'agira que d'une façade alors que les deux adversaires se préparent à la confrontation.

Difficile de ne pas voir dans la réorganisation de l'armée russe par Sergeï Ivanov un signe validant la théorie précédente et une démonstration du fait que la Russie se prépare, au minimum, un outil dissuasif fiable en réorganisant son armée. Le ministre de la Défense russe explique la reprise en main de l'armée dans une interview à *Izvestia*. Il affirme qu'elle a eu l'image d'une armée de soldats affamés, mais que la réorganisation est en cours. L'objectif affiché est la constitution d'une force d'un million d'homme largement professionnelle. En fait, la Russie n'attend rien du sommet de Bratislava. Elle s'y rend avec un discours très conciliant et entend y montrer que les États-Unis sont seuls responsables du désaccord. À partir de quoi, elle se présentera comme l'alternative pacifique au leadership belliqueux de la Coalition.

Toujours à propos du sommet de Bratislava, *Ria-Novosti* publie une analyse de l'ancien Premier ministre slovaque Jan Carnogursky, reprise en Français par le *Réseau Voltaire*. La Russie n'est plus une menace pour l'Europe centrale, c'est une chance. En effet, il ne s'agit pas d'une puissance autoritaire voulant étendre son influence, mais d'un État qui a échappé de peu à la désagrégation et qui est en train de se relever, devenant un concurrent des États-Unis tout en restant une proie potentielle pour une économie qui ne doit sa survie qu'à la prédation. Il recommande à son pays de se situer entre les deux Grands. Pour l'auteur, les petits pays ont tout à gagner à un monde multipolaire plutôt qu'à l'alignement sur Washington.

Réseau Voltaire

Frank C. Carlucci



Grand ami de Donald Rumsfeld, Frank C. Carlucci a été représentant de la CIA au Zaïre, en Tanzanie au Brésil et au Portugal avant d'être sous-directeur de l'agence, conseiller de sécurité national de Ronald Reagan puis secrétaire à la Défense (1987-1989). Naviguant de longue date entre le monde des affaires et celui de la politique, il est aujourd'hui membre des

« La guerre que nous n'avons pas finie »

Source : New York Times

Référence : « The War We Haven't Finished », par Frank C. Carlucci, *New York Times*, 22 février 2005.

Washington ne manque pas d'activité en matière de politique étrangère, mais avant de s'investir dans toute une série de nouvelles tâches, je suggère d'abord d'en finir avec les anciennes, et notamment le Kosovo.

Il y a six ans, le régime de Slobodan Milosevic s'était engagé dans une politique de nettoyage ethnique contre les Albanais du Kosovo, entraînant la fuite de 700 000 personnes. Les frappes contre la Serbie avaient permis de convaincre ce pays d'abandonner son assaut brutal contre le Kosovo et depuis, ce pays est sous administration de l'ONU ; rien n'a changé en six ans. Le Kosovo est toujours officiellement une partie de la Serbie, bien que 90 % de la population y vivant ne veuille plus, à aucun prix, être administré depuis Belgrade. La population souhaite l'indépendance mais ce n'est pas qu'une question de fierté nationale. En effet, sans indépendance, le Kosovo ne peut pas bénéficier des

conseils d'administration de nombreuses grandes entreprises états-uniennes et d'être président du CarlyleGroup.

fonds de développement et il reste dans une situation économique dramatique. En outre, les incertitudes créent de l'insécurité car ils maintiennent les Kosovars dans une mentalité d'assiégés.

Les émeutes qui ont causé la mort de 20 Serbes au printemps dernier pourraient se renouveler, voire déboucher sur une nouvelle guerre que les forces de l'OTAN et la police du Kosovo sont incapables d'empêcher. Pour éviter un tel cauchemar, il faut que les États-Unis s'associent aux membres du groupe de contact sur le Kosovo afin de lancer un processus en faveur d'un accord final sur le Kosovo, conformément à ce que propose l'**International Crisis Group**. Il faut une indépendance dans la province dans son ensemble, qui exclue toute autre solution. Ce processus doit commencer dès que l'ONU aura nommé le gouvernement kosovar cette année.

il sera cependant difficile d'obtenir une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU ou du groupe de contact car dans les deux cas, la Russie risque de bloquer le processus.

Jaap de Hoop Scheffer



Ancien ministre chrétien-démocrate des Affaires étrangères des Pays-Bas, Jaap de Hoop Scheffer est secrétaire général de l'OTAN.

« L'OTAN n'est pas qu'un groupe militaire »

Source : Taipei Times

Référence : « NATO isn't a military group only », par Jaap de Hoop Scheffer, *Taipei Times*, 22 février 2005.

Ce 22 février, 26 chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN vont se rassembler à Bruxelles pour montrer leur unité. Ils seront rassemblés par un fort esprit d'unité et une détermination à aller de l'avant.

Lors de ce sommet, des questions importantes devraient être traitées concernant l'avenir de la coopération transatlantique, et le grand nombre de sujets qui seront traités démontre la place centrale de l'alliance sur les questions de sécurité. Les chefs d'État et de gouvernement discuteront des moyens à mettre en œuvre pour confirmer le succès de la communauté internationale dans la constitution d'un Afghanistan démocratique. En Irak, les 26 membres sont engagés, via l'implication de l'OTAN elle-même, dans l'entraînement des forces irakiennes, dans la fourniture d'équipement ou via le financement des forces de l'OTAN présentes.

Nous sommes en train de construire une relation plus forte avec le Moyen-Orient élargi. Nous construisons déjà un dialogue politique et une coopération avec les pays d'Afrique du Nord, Israël et la Jordanie et nous y travaillons avec les pays du Golfe. Cette question sera à l'ordre du jour. Nous travaillerons également sur le dialogue avec la Russie, à la construction d'une relation forte avec l'Union européenne, qui permette de maximaliser la complémentarité entre les deux organisations, et au soutien au gouvernement d'Ukraine. Il faudra également s'interroger sur la meilleure façon d'employer l'OTAN à l'avenir, pour la rendre plus efficace face aux défis mondiaux.

Wolfgang Ischinger



Wolfgang Ischinger est ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis.

« Objectifs communs »

Source : Washington Times

Référence : « Common goals », par Wolfgang Ischinger, *Washington Times*, 22 février 2005.

Le président **George W. Bush** rencontre les dirigeants européen et de l'OTAN, ce 22 février, avec des objectifs qu'il a énoncés lors de ses discours. Mais qu'attend-on de ces rendez vous côté européen ? Nous cherchons un partenariat transatlantique sur la question de la paix au Moyen-Orient, de l'Irak, de l'Afghanistan et de l'Iran. L'Afghanistan a montré que nous parvenions à de bien meilleurs résultats quand nous travaillons ensemble : il faut se souvenir de cette leçon concernant l'Iran.

Nos objectifs sont les mêmes concernant ce pays : éviter que l'Iran n'acquière la bombe atomique et rendre ce pays plus ouvert et plus démocratique. Je pense que nos négociations actuelles avec Téhéran permettront de faire d'une pierre deux coups et que les discussions peuvent avoir plus d'impact qu'une politique d'isolement de 25 ans. C'est pourquoi nous souhaitons que M. Bush soutienne notre initiative.

Malheureusement, il n'existe pas de lieux appropriés pour discuter de cela ; ni les discussions entre les États-Unis et l'Union européenne, ni l'OTAN ne sont le bon cadre C'est pour cela que M. **Gerhard Schröder** a préconisé une réforme des institutions atlantiques afin de renforcer notre unité.

Yuri Ushakov



Yuri Ushakov est l'ambassadeur de la Fédération de Russie à Washington.

« Avant Bratislava »

Source : Washington Post

Référence : « Before Bratislava », par Yuri Ushakov, *Washington Post*, 22 février 2005.

Le fait que **George W. Bush** s'apprête à rencontrer **Vladimir Poutine**, lors de sa première visite à l'étranger de son second mandat, illustre l'importance de notre relation. La Russie et les États-Unis sont contraints de travailler ensemble à cause de leur arsenal nucléaire hérité de la Guerre froide. Heureusement nous ne nous menaçons plus, mais notre statut nous confère une responsabilité unique pour mener des efforts concertés dans le domaine nucléaire. Nous avons également des objectifs communs dans la sphère énergétique. La Russie souhaite notamment accroître sa production pour alimenter les marchés mondiaux en énergie bon marché.

Toutefois, on ne peut pas prendre notre partenariat pour un acquis. Il existe en effet, aux États-Unis et en Russie, des groupes qui remettent en cause notre collaboration. Nous sommes deux grands pays, nous avons forcément des

divergences mais cela ne sert à rien de mettre l'accent sur elles en ignorant nos similarités et en dénigrant ce que nous avons réalisé ensemble. La Russie a été troublée par certaines approches états-uniennes, notamment en Irak, et beaucoup en Russie expriment leur inquiétude concernant les intentions des États-Unis dans l'ex-zone soviétique. Toutefois, la Russie est engagée en faveur d'une étroite relation avec les États-Unis.

Aux États-Unis, on porte une attention particulière à la démocratie russe, mais depuis l'effondrement de l'URSS, la Russie a fait le choix de la liberté et ne veut pas revenir en arrière. Aujourd'hui, nous travaillons au renforcement de la loi et de l'ordre. Je pense que le fait que nos président puissent discuter librement de tous les sujets est un signe de maturité. La Russie est ouverte à la critique, mais il est inadmissible qu'elle soit diabolisée. Il faut accepter que notre forme de démocratie n'est pas la votre, et il faut accepter nos différences.

Collectif d'analystes atlantistes

Kurtmolla Abdulganiyev,
Peter Ackerman,
Jacqueline Adams,
Timothy Garton Ash, Dr.
Ronald D. Asmus, J. Brian
Atwood, Ned Bandler,
Alexander Baturo, Max
Boot, Janusz Bugajski,
Vladimir Bukovsky,
Zbigniew Brzezinski,
Daniele Capezzone,
Angelo Codevilla, Dr. Eliot
A. Cohen Oksana Dugert,
Alan P. Dye, Stuart
Eizenstat, Jan Fedirko,
Charles Gati, Theodore J.
Forstmann, Dr. Jeffrey
Gedmin, Newt Gingrich,
Marcin Goral, Daniel
Hamilton, Glen Howard,
Bruce P. Jackson, John T.
Joyce, Max
M. Kampelman, Louise
Kantrow, Farooq Kathwari,
Roger Kimball, Rasto
Kuzel, Mateusz
Laszczkowski, Michael
Ledeem, Resident Scholar,
Zbigniew Lisiecki, Ivan
Lozowy, Edward Lucas,
Christopher J. Makins,
Tom Malinowski, Jay
Mazur, Michael McFaul,
Matteo Mecacci, John
Norton Moore, Joshua
Muravchik, Azar Nafisi,
Andrew Nathan, Diana
Villiers Negroponte, P.J.
O'Rourke, Robert W.

« Nous demandons à Bush de faire pression sur la Russie à propos des droits et de la démocratie »

Source : Foundation for the Defense of Democracies

Référence : « Bush urged to press Russia on rights and democracy », par un collectif d'analystes atlantistes, *Foundation for the Defense of Democracies*, 17 février 2005.

Cher M. le président,

Votre sommet à venir avec **Vladimir Poutine** est une opportunité importante de renforcer **vos engagement en faveur de la démocratie**. Nous reconnaissons que la Russie est un État important dans la guerre au terrorisme et la lutte contre la prolifération nucléaire, mais nous pensons que l'apport russe serait renforcé si nous travaillions à la lutte contre l'érosion démocratique en Russie. Lors des dernières années, Poutine est revenu sur les avancées démocratiques enregistrées en Russie dans les années 90 en s'attaquant à tous les contre-pouvoirs. Pour votre second mandat, nous vous demandons de changer de politique vis-à-vis de la Russie et de dénoncer l'autoritarisme de Poutine. Cette tournure autoritaire de l'État russe a sapé l'État de droit, la responsabilité du gouvernement, les médias pluralistes et le débat politique. Les questions suivantes méritent une attention immédiate :

- ▶ Les organisations civiques : depuis 2004, le gouvernement russe s'attaque aux ONG et notamment aux associations de défense des Droits de l'homme en utilisant le prétexte de l'identité de leurs soutiens financiers.
- ▶ Les pressions sur les médias : La Russie opprime les médias libres et le gouvernement se prive ainsi lui-même d'une information objective. L'État contrôle totalement la télévision et la relative pluralité de la presse écrite est attaquée.
- ▶ Les libertés politiques et le processus électoral : L'opposition au gouvernement est marginalisée et le Kremlin concentre les pouvoirs afin d'éliminer le pluralisme politique.
- ▶ Le conflit en Tchétchénie : c'est un cercle vicieux qui déstabilise toute la

Ortung, Michael Pakula, Mark Palmer, Theodore Piccone, Michael Posner, Barbara Kuprel-Pozniak, Nina Rosenwald, Krzysztof Stanowski, Maria Rogaczewska, Jean Rogers, Richard C. Rowson, Edward Rowny, Andrei Sannikov, Randy Scheunemann, Dr. William F. Schulz, Radek Sikorski, Aleksander Smolar, Reka Szemerkenyi, Jaros Baw Szostakowski, Jennifer Windsor, R. James Woolsey, Henryk Wujec et Joanna Zurawska.

- ▶ région. Le gouvernement russe présente cette guerre comme une part de la guerre au terrorisme, mais il sape ce combat en commettant des atteintes aux Droits de l'homme, ce qui alimente les extrémismes.
 - ▶ L'influence diplomatique russe : la Russie exerce une influence déstabilisatrice dans son « étranger proche » et on ne peut rester sans réaction face à l'indulgence de la Russie vis-à-vis de la Biélorussie et du Turkménistan, deux des États les plus autoritaires du monde.
- Nous vous demandons de demander à Poutine de prendre les mesures suivantes :
- ▶ Restaurer le pluralisme politique, conformément aux accords de Copenhague de 1990.
 - ▶ Assouplir les législations sur le financement des ONG.
 - ▶ Autoriser la création d'au moins une chaîne de télévision indépendante.
 - ▶ Autoriser la visite en Tchétchénie du rapporteur spécial de l'ONU sur la Torture.
 - ▶ Reconnaître que la préoccupation internationale concernant la Biélorussie est le fruit de vraies préoccupations.
 - ▶ Se joindre la condamnation internationale des politiques répressives au Turkménistan.

Edouard Lozansky



Edouard Lozansky est Président de l'université états-unienne de Moscou et président du groupe médiatique *continent USA*.

« Mensonges au Congrès américain »

Source : Izvestia

Référence : « », par Edouard Lozansky, *Izvestia*, 21 Février 2005.

Ce texte est adapté d'une interview.

A chaque fois que se tient une rencontre au sommet entre les États-Unis et la Russie, on peut observer la mise en action de différentes personnalités, centres et lobbies qui utilisent leurs moyens de communication pour servir les intérêts politiques de leurs clients et pouvoir toucher des honoraires conséquents. Lors des précédents sommets, sont apparues des pages entières de déclarations anti-Poutine payés par **Bérézovski**. Quelques think-tanks, qui pour certains ont reçu des bourses de Youkos, s'évertuent à dresser dans les médias occidentaux et auprès du Congrès états-unien le portrait d'une Russie encore autoritaire mais sur la voie du totalitarisme.

La semaine dernière, le comité national aux Affaires étrangères a intitulé une de ses séances « le recul de la démocratie en Russie ». Les lobbyistes font désormais en sorte que les points de vue divergents ne puissent être exprimés. Ils pratiquent une vraie politique de type soviétique. Les lobbyistes, par l'intermédiaire de **Tom Lantos** et **John McCain**, épaulés de **Gary Kasparov** ont même essayé de faire exclure la Russie du G8. Ils ne réussiront pas tant que **Bush** est à la Maison-Blanche. Il a parfaitement compris que la Russie de Poutine est devenue l'un des pays les plus importants pour les intérêts stratégiques américains et le seul susceptible de diminuer leur dépendance vis-à-vis des régimes instables du Proche-Orient. Il ne cèdera pas à la pression sans précédent des lobbies anti-russes.

Les services américains détiennent la preuve que l'Irak et la Syrie sont impliqués dans le terrorisme en Irak. Les stratèges du Kremlin devraient se demander si le fait d'avoir des relations cordiales avec ces pays sert vraiment les intérêts de la Russie. Le nouveau mandat de Bush et Poutine leur donne le droit de rapprocher nos deux pays, contre la volonté d'une partie de l'establishment victime du complexe de la Guerre froide ou reflétant les conceptions de groupes qui rejettent ce rapprochement. Nous espérons que ce sommet sera l'occasion d'infléchir réellement le cours de notre partenariat politico-militaire stratégique.

James Woolsey



James Woolsey est ancien directeur de la CIA. Il fut vice-président du Committee for the Liberation of Iraq et mentor de l'Iraqi National Congress. Il est fondateur de la Foundation for the Defense of Democracies, de l'Institute for Analysis of Global Security, du Committee on Present Danger ; président de la Freedom House ; administrateur du Center for Strategic and international Studies et du Jewish Institute for National Security Affairs ; membre du Council on Foreign Relations et conseiller de Americans for Victory over Terrorism. Il est par ailleurs vice-président de Bozz Allen & Hamilton et associé du Paladin Capital Group. Il est membre du Policy Advisory Board du département de la Défense. Il est signataire de la lettre des 115 contre la Russie.

« Les sourires de l'Amérique à la Russie vont être moins sincères »

Source : Komsomolskaïa Pravda

Référence : « », par James Woolsey, *Komsomolskaïa Pravda*, 22 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je pense que les sourires de **Bush** vont être moins sincères lors de la rencontre de Bratislava. Il ne peut ignorer l'opinion publique aux États-Unis, qui n'est manifestement plus en faveur de **Vladimir Poutine**. Si, avant, tout le monde se demandait qui est donc ce monsieur Poutine, désormais on se pose une autre question : jusqu'ou va-t-il aller ? La méthode russe rappelle de plus en plus celle de Mussolini dans les années 20 et 30. Le mode de désignation des gouverneurs, le pétrole, le contrôle des médias, les attaques sur d'autres éléments de la société civile sont autant de symptômes d'un glissement vers l'autocratie. C'est pourquoi l'autorité de Poutine, qui a promis de construire une « nation libre », est en chute.

Ce n'est pas en aidant des groupes de gens à atteindre un nouveau stade de démocratie que nous constituons une menace pour la sécurité nationale de la Russie. Jamais dans le monde moderne, deux pays démocratiques ne se sont fait la guerre. Le Canada et le Mexique sont-ils une menace pour nous au point d'y maintenir des soldats ?

Je pense que si nos services respectifs venaient à localiser des terroristes, ils échangeraient leurs informations. S'il s'agit de personnes considérées comme terroristes par tous, alors on peut bien entendu envisager une coopération entre le FSB et la CIA.

Vladimir Krioutchkov



Ancien patron du KGB (1988-1991), Vladimir Krioutchkov est l'un des putschistes qui avaient tenté de renverser Mikhaïl Gorbatchev en août 1991. Il a récemment écrit un ouvrage sur les huit dirigeants de la Russie, de Staline à Poutine.

« Nous allons vers une nouvelle guerre froide »

Source : Komsomolskaïa Pravda

Référence : « » », par Vladimir Krioutchkov, *Komsomolskaïa Pravda*, 22 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous nous dirigeons progressivement vers une nouvelle Guerre froide ; les États-Unis sont un partenaire délicat pour nous car ils n'envisagent rien en dehors de leurs propres intérêts. Ces intérêts se trouvent à présent dans le Caucase, en Asie centrale, c'est-à-dire la région qui était encore il y a peu dans notre sphère d'influence. La Russie avait à peine réchauffé ses relations avec la Turquie que Washington commençait à se faire du souci. Le terrorisme ne peut être combattu que conjointement, mais une question affleure, pourquoi de nombreux terroristes, Zakaïev par exemple, vivent confortablement à l'étranger ? Si Washington y avait mis du sien, il y a longtemps que nous aurions capturé Bassaïev.

Maintenant Washington peut commencer une nouvelle étape dans le durcissement des relations avec Moscou, par exemple gêner notre rapprochement avec la Turquie et l'Iran, ne pas nous laisser revenir en Irak et nous excommunier tout bonnement du monde arabe. Ils peuvent éloigner encore plus de nous les pays de la CEI : l'Ukraine et la Géorgie ne sont que les premières hirondelles. Si nous leur laissons ce terrain, alors il ne restera rien de la Russie, elle se disloquera comme l'URSS.

Je pense que le sommet de Bratislava sera l'occasion pour Bush de nous faire beaucoup de courbettes, mais ce ne sont que les apparences car il va ensuite s'empresse de soulever des questions désagréables, sur Youkos, sur les gouverneurs, sur l'Iran. **Vladimir Poutine** ne restera pas muet. Il a exprimé sa position sur l'Irak et sur l'Iran de façon civilisée. Il tiendra la bride haute à Bush.

Sergueï Ivanov



Sergueï Ivanov est ministre de la Défense russe.

« Il nous faut une armée d'un million d'hommes »

Source : Izvestia

Référence : « » », par Sergueï Ivanov, *Izvestia*, 22 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le ministère de la Défense et moi avons pris la responsabilité de compléter nos différentes forces armées par des professionnels. Pour le 1er Janvier 2008, cela concernera 144 000 soldats et sergents ; c'est seulement après cela que nous pourrons envisager de faire passer la durée du service militaire de 2 ans à 12 mois. Il faut commencer à s'y préparer, l'arithmétique parle et si nous réduisons la durée du service actuellement, il faudrait deux fois plus d'appelés. Nous

détenons le record mondial pour les exemptions, cela demande des modifications. Les exemptions pour raisons de santé doivent demeurer, mais celles pour raisons professionnelles ne devraient pratiquement pas exister. Nous devons réduire considérablement les effectifs de commandement, qui sont plus importants en Russie que du temps de l'URSS alors que l'armée est cinq fois moins grande. Nous devons aussi permettre aux jeunes gens les plus pauvres de suivre une formation supérieure gratuite en échange de quelques années d'engagement.

Je ne comprends pas les gens qui parlent de réduire les effectifs de l'armée jusqu'à 200 000 ou 100 000 hommes : je pense qu'en dessous d'un million d'hommes, notre force de réaction serait fortement amoindrie, d'autant plus que nous sommes une puissance nucléaire et que notre territoire est d'une taille conséquente. Notre budget pour ces réformes a ses limites, nous devons donc rendre l'engagement attractif matériellement et cela demande des budgets colossaux pour la modernisation des infrastructures. Nous entendons casser patiemment le stéréotype du soldat russe affamé et frigorifié.

Nous avons mené environ 100 exercices en commun avec l'OTAN depuis le sommet de Rome il y a trois ans, et cela a un effet psychologique indéniable, le degré de confiance est en hausse. Nous pourrions aussi étendre la coopération opérationnelle à certains domaines comme la lutte contre le terrorisme, nous pourrions créer des unités qui agiraient ensemble. Il ne serait pas difficile de fabriquer un fusil automatique équipé pour le tir silencieux compatible aussi bien avec les munitions de l'Otan qu'avec les nôtres.

Un autre thème intéressant, c'est celui des explosifs non traditionnels, qui concerne avant tout les Etats-Unis et la Russie. Les fougasses ou autres dispositifs, sont les mêmes qui tuent les nôtres et les leurs. Il ne faut pas sceller d'accord sur le secret des informations avec des terroristes. Dans cette perspective nous pourrions commencer des opérations de maintien de la paix communes. La Russie est actuellement dans une situation historique unique, notre armée ne combat nulle part et il faut utiliser cet intermède pacifique pour moderniser et réformer notre armée.

Depuis le 1er Février, nous avons créé un organe unique pour l'achat des armes. Nous allons ainsi mieux contrôler les exportations d'armes. Notre modèle le plus simple est celui des États-Unis : dans ce pays, le ministère de la Défense et lui seul fait commerce des armes. Ils ont construit la verticale absolue. Le commerce des armes est le plus sérieux des instruments politiques. L'Inde et la Chine restent nos principaux partenaires, mais nous devons diversifier la clientèle et nous avons déjà élargi notre champ géographique ; la Thaïlande, la Malaisie et le Venezuela sont des marchés porteurs. Si l'on devait suivre la logique de certains de nos partenaires, il ne faudrait même pas vendre de balles au Venezuela, mais nous n'acceptons pas de tels arguments. Si c'est une question de terrorisme, alors qu'on parle de terrorisme. Nos exportations d'armes n'ont jamais été aussi importantes, mais on pense souvent que la Russie vend n'importe quoi à n'importe qui. Il faut que ce soit clair, une partie des demandes qui nous a été adressée en 2004 a été refusée catégoriquement. Il y a certaines armes que nous ne vendrons à personne. Il ne faut pas croire que nous ne pensons pas à notre sécurité.



Jan Carnogursky est
Ancien Premier ministre
de Slovaquie.

« La Russie de Poutine »

Source : RIA Novosti

Référence : « La Russie de Poutine », par Jan Carnogursky, *Ria-Novosti*, traduit en Français par le Réseau Voltaire, 23 février 2005.

La rencontre entre **Vladimir Poutine** et **George W. Bush** à Bratislava offre une bonne occasion de réfléchir aux relations états-uno-russes et à la relation de la Slovaquie avec ces deux pays.

Toute rencontre entre les présidents russe et états-unien attire l'attention, car ils sont à la tête de deux territoires riches en ressources naturelles et qu'ils se trouvent en tête des communautés possédant une puissante base intellectuelle. En outre, la Russie est un pays qui est passé souvent à côté de la désagrégation de son État et qui a du mal à élever ses performances économiques à un niveau mondial, mais qui a toujours su construire d'excellentes armes. De leur côté, les États-Unis ont développé l'idée de la liberté et des Droits de l'homme jusqu'à une perfection telle que cette idée s'est transformée en force matérielle, tout en aidant les Américains à triompher du communisme. Washington a également un grand sens des affaires, ce qui en a fait le plus gros producteur mondial. La Russie a perdu la Guerre froide, ce qui l'a isolée de nombreux États. Les États-Unis ont gagné la Guerre froide mais ils ont perdu leur statut de premier producteur mondial, car la mondialisation qu'ils ont instaurée les a poussé à produire à l'étranger ce qu'ils consomment chez eux. Toutefois, les États-Unis n'ont plus les moyens de consommer tout ce qu'ils consomment et ils doivent emprunter à l'étranger. Dans ces circonstances, ce serait un immense avantage pour l'économie américaine si elle recevait, du moins par l'intermédiaire de ses compagnies privées, l'accès aux richesses naturelles russes qui sont incontestablement les plus importantes du monde. Quant à la Russie, il lui faut du temps pour se stabiliser après la désagrégation de l'URSS et la chute du communisme. Ainsi, l'affaiblissement économique et militaire des États-Unis aurait donné à la Russie un tel délai. Tel est sans doute l'essentiel conflit d'intérêts entre ces deux puissances.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie a cessé de se désagréger et elle enregistre de bons résultats économiques. La Russie entretient désormais de bons rapports avec l'Union européenne et avec ses États leaders, la France et l'Allemagne. La diplomatie russe a apporté une immense contribution à l'établissement des rapports de paix entre l'Inde et la Chine, tout en se rapprochant de ce dernier pays. La Russie contribue donc notablement à l'instauration de relations de paix entre quelque deux milliards et demi d'habitants de la planète. Dans le même temps, les États-Unis se sont brouillés avec tous leurs alliés et se sont enlisés dans leurs guerres. Sur le plan intérieur, on ne note pas en Russie de violations majeures des droits civils du point de vue de la Déclaration universelle des Droits de l'homme. L'affaire Mikhail Khodorkovsky s'est déroulée conformément au droit russe et elle a entraîné l'emprisonnement d'un homme qui s'était enrichi considérablement dans des circonstances douteuses. La façon dont est menée la politique russe en Tchétchénie fait l'objet de nombreuses critiques, mais il est difficile de la juger depuis la Slovaquie. On notera toutefois que des Slovaques ont été enlevés là bas par des groupes tchéchènes et qu'ils n'ont dû leur liberté

qu'à l'intervention des troupes russes. De plus on comptait de nombreux Tchétchènes autour de Ben Laden en Afghanistan. Toujours est-il que les Tchétchènes n'ont pas encore prouvé leur capacité de ne pas constituer une menace pour ceux qui vivent autour d'eux.

On ne sait pas si ces sujets seront évoqués lors de la rencontre entre Bush et Poutine.

Quoi qu'il en soit, le fait que cette rencontre va avoir lieu à Bratislava est une bonne nouvelle pour la Slovaquie, qui n'a aucun intérêt à dépendre d'une grande puissance. De bons rapports avec nombre de grandes puissances est certes dans l'intérêt de l'existence même des petits États. Cela élargit tout simplement la marge de manœuvre pour les petits pays, alors que nul ne sait quand cette marge de manœuvre pourrait leur être nécessaire pour de bon. La politique extérieure de la Slovaquie au sein de l'Union européenne est plutôt pro-américaine. Les déclarations bien connues des Américains au sujet de la Nouvelle et de la Vieille Europe n'étaient au fond qu'une tentative de Washington de diviser l'Union européenne. Et dans sa politique extérieure, la Slovaquie n'aurait pas dû appuyer de telles tendances.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .